

Un appel historique à l'union : 10 juillet 1940

Par André Moine (Les Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, n°10, 1974)

Début juillet 1940 : nous sommes au cœur d'une véritable dislocation nationale ; en juin, 6 millions de Français sont dispersés sur les routes, mitraillés par les avions allemands et italiens. Quand les longues files de l'exode s'arrêtent, c'est pour se rendre compte de la dispersion des familles et de l'ignorance du sort de deux millions de prisonniers. L'armée est disloquée, et c'est pour beaucoup une dure et inexplicable surprise. Les institutions du pays sont en grande partie mises dans l'impossibilité de fonctionner et toutes les formations sociales et politiques légales sont divisées, désarmées. La confusion est partout. Et puis, d'abord, il faut vivre, dans une confrontation parfois tragique avec le retour d'exode, le ravitaillement, le travail, la recherche des disparus...

La défaite écrase les esprits : la stratégie des généraux français, vainqueurs 25 ans plus tôt, a été bousculée ; les places fortes « imprenables », la ligne Maginot rendues inutiles ; le matériel de guerre apparemment surclassé ; et, par-dessus tout, la pagaille, l'incapacité, les ordres en qui se flaire la trahison.

Les Allemands, qui occupent déjà une partie de l'Europe, s'installent sur près des deux tiers du pays, provoquant un choc psychologique, une crainte indéfinie, un problème imprévu, dont on ne discerne pas encore les contours.

C'est dire que les perspectives nationales sont bouchées, ou plutôt qu'elles s'ouvrent, comme le note R. Paxton, sur une volonté massive de paix chez les civils et chez les militaires.

Or la défaite n'était pas le fruit du hasard, de circonstances imprévisibles, pas plus que d'une simple supériorité militaire allemande. Elle était la conséquence logique d'une politique menée depuis 1938, qui tournait le dos à l'intérêt national.

La grande bourgeoisie française, profondément effrayée par le mouvement du Front populaire en France et en Espagne, fit tout pour arrêter cet élan des masses, y compris en cherchant ses appuis à Berlin. Les dirigeants français revinrent dès cette époque à leur politique des années 1918/1920 qui visait à détruire militairement l'Union Soviétique considérée comme le cœur du mouvement ouvrier, mais cette fois avec un nouvel instrument : Hitler. Répression antidémocratique, antisoviétisme, recherche d'appuis avec l'Allemagne nazie allaient de pair. La classe dirigeante ne prépara pas la guerre et elle accepta la défaite comme le moyen d'asseoir plus sûrement sa domination.

Entré au ministère comme vice-président du Conseil, signant l'armistice après l'avoir appelé de ses vœux, Pétain assassina la République le 10 juillet 1940, se faisant octroyer les pleins pouvoirs par un Parlement d'où sont exclus les communistes depuis huit mois. Seuls quatre-vingts parlementaires ne participent pas à ce coup de grâce.

Le diplomate américain à Paris, Biddle, témoigne : « Le Maréchal Pétain avait été choisi comme chef du gouvernement parce qu'il passait pour le seul homme qui put amener le peuple à accepter des conditions d'armistice que l'on prévoyait

rigoureuses et qui put en même temps empêcher une révolution ».

En fait, la défaite permet de parachever la victoire des forces réactionnaires et antinationales. Pétain, après avoir « fait don de sa personne à la France », fait don de la France à l'Allemagne, qui va commencer une politique de pillage des richesses françaises.

Cependant, cette politique se couvre d'un rideau « national » et « socialiste ». Le partage des tâches, nécessaire, entre le gouvernement de Vichy et les représentants nazis à Paris n'est pas toujours facile.

Pétain tire, à sa façon, les leçons de la défaite, en culpabilisant les Français : « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice... On a voulu épargner l'effort ; on rencontre aujourd'hui le malheur » (21 juin). Il faut donc, d'après lui, se soumettre aux conséquences de la défaite. Pétain n'hésite pas à parler de régime nouveau, de « Révolution nationale » et à développer, dès 1940, des thèmes anticapitalistes, nationalistes ; il se fera, à ce moment, procureur contre les « responsables de la déroute ». S'appuyant sur la défaite et sur la crise sociale, usant des pouvoirs qu'il a reçus et de son prestige, Pétain préside à une puissante campagne pour dévoyer l'opinion.

L'occupant, lui, fait patte de velours ; c'est le temps de l'offensive du sourire et des manœuvres pour gagner le cœur et la pensée des Français.

Certes, la présence du drapeau à croix gammée porte un coup aux sentiments des patriotes et des antifascistes. Mais les soldats allemands sont corrects, les autorités allemandes aident la population à se réinstaller, elles libèrent des prisonniers politiques, et vont jusqu'à laisser entendre que le Parti communiste français pourrait accepter une telle politique. Les nazis s'efforcent de faire faire le travail répressif, la sale besogne, par les hommes de Vichy.

On conçoit que, dans de telles conditions, l'obscurité, la confusion, les interrogations et les doutes dominent les pensées. Si les perspectives d'avenir ne se discernent pas, les dangers sont bien réels d'une perversion des esprits, tout du moins d'une résignation générale.

Il importe de ne pas oublier, ni de sous-estimer la conscience nationale et la volonté de résistance d'une petite minorité : officiers, soldats qui refusent de capituler devant l'armistice, civils qui mesurent le drame et se rangent dans l'opposition, rares hommes politiques. Puis, le Parti communiste français se dresse contre le nouveau régime et l'occupation. Mais, il faut bien dire qu'en juillet, tous ceux-là sont à contre-courant et leur mérite peut en être d'autant souligné. Leur attitude laisse seulement percevoir ce qu'il aurait été possible de faire avec une autre politique, et en fait, ce que deviendra la Résistance.

D'autant plus qu'on ne saurait méconnaître les racines de la naissance et du développement de la Résistance. D'une part, elles se frayèrent un chemin à travers certaines volontés de redressement, qui se reflètent même en mai 1940, jusque parmi des ministres, et se traduisent notamment par des tentatives d'ouvertures en direction de l'URSS.

D'autre part et surtout, elles se sont nourries des actes d'un parti, le Parti communiste français. En mai, à plusieurs reprises, dans l'Humanité clandestine, il trace l'ébauche d'une politique de défense nationale avec des propositions claires tendant à transformer le caractère de la guerre : chasser les banqueroutiers, libérer les emprisonnés et les internés,

réintégrer les élus du peuple, rétablir les libertés démocratiques et les lois sociales ; constituer un gouvernement de paix s'appuyant sur les masses populaires, prenant des mesures immédiates contre la réaction et s'entendant avec l'URSS pour rétablir la paix générale.

Un mot d'ordre est partout répété : imposer la paix dans la sécurité et l'indépendance nationale.

On sait que le 6 juin, le Parti communiste, par l'intermédiaire de G. Politzer, transmettait au gouvernement des propositions de mesures concrètes de mobilisation populaire pour la défense de Paris.

Ainsi, le Parti communiste français s'efforçait, dès ce moment, de poser des jalons pour l'avenir et de dégager les bases d'une action capable de s'opposer aux conséquences de la capitulation.

L'appel du 10 juillet est inséparable de cette situation historique concrète comme des prémices politiques qui l'enracinent.

LES CIRCONSTANCES DE L'ELABORATION ET DE LA DIFFUSION DE L'APPEL

Si l'on se reporte aux Mémoires de Jacques Duclos, c'est le 5 juillet, à l'annonce de la réunion de l'Assemblée des deux chambres, que fut décidé l'appel au peuple de France.

Deux documents nous confirment que l'élaboration de l'appel date bien de la première décennie de juillet : un numéro 60 de l'Humanité clandestine du 7 juillet et un deuxième numéro 60 sans date, mais dont la rédaction permet de le situer, en tout cas, avant le 10 juillet. Ces numéros contiennent un « Appel au peuple de France » signé de M. Thorez et de J. Duclos. Très court, on y retrouve des formules identiques ou analogues, de mêmes mots d'ordre, la même idée centrale du front de la liberté, du travail, de l'indépendance de la France.

C'est une ébauche, une préfiguration de l'Appel du 10 juillet.

Cependant, le texte donné aux imprimeurs Tirand et Le Marrec ne sera pas tiré sans difficulté. D'après Jean Jérôme, qui servit d'intermédiaire, une première composition, trop longue pour le papier disponible, dut être refaite après une recherche de caractères plus petits...

Ce contre-temps permit à J. Duclos de revoir le texte et de l'actualiser ; finalement, l'appel commença à être tiré, sur deux machines, à des centaines de milliers d'exemplaires, vraisemblablement au plus tard dès la dernière décennie de juillet.

Du fait de la publication massive de l'appel sous forme de tracts, l'Humanité clandestine centrale, à Paris, ne le reproduit pas et se contenta d'y faire référence en appelant à le lire et à le diffuser. Par contre, il est reproduit dans les numéros de l'Humanité clandestine de la zone non occupée, dès août 1940.

C'est ainsi que l'appel du 10 juillet fut diffusé dans toute la France durant, au moins, tout le dernier semestre de 1940. Il constitua, non seulement un élément psychologique important, mais il servit effectivement de guide pour des milliers de militants plongés au plus noir de la clandestinité.

Son impact, sa valeur politique, son rôle de témoignage historique ne sont disparus après la Libération. Il a subi avec succès l'épreuve du temps : des extraits, des citations ont été

repris dans de nombreux ouvrages. On retrouve intégralement le texte de l'appel notamment dans le tome XIX des Œuvres de M. Thorez, édité en 1959, ainsi que dans le tome II des Œuvres choisies, publié en 1966.

L'appréciation correcte d'un texte ne peut se faire que si l'on prend en considération la situation du moment.

Nous avons rappelé plus haut quelques traits de cette situation en juillet 1940. Cela ne saurait suffire. Il faut encore saisir les conditions « internes » dans lesquelles il a été rédigé.

D'abord, celle de la clandestinité totale, sans appui de masse, sous une pression considérable : 90 arrestations, 9 organisations détruites entre le 1^{er} et 7 juillet, rien que dans la région parisienne.

Les hommes qui rédigent l'appel sont en partie isolés, ne disposent que des informations officielles et de bien rares informations de leurs « contacts ». Il a fallu beaucoup de mérite et de lucidité pour ne pas se tromper sur l'essentiel dans ces conditions.

De plus, il fallait tenir compte de l'appréciation sur le caractère de la guerre formulée par l'Internationale Communiste, à laquelle appartenait le Parti communiste français. On sait que l'IC avait analysé la guerre de 1939-1940 comme une guerre uniquement et globalement impérialiste, sans tenir compte des situations particulières où se trouvèrent placés différents pays. Même si elle ne correspondait pas à sa politique effective, cette appréciation est reprise par le Parti communiste français, et se traduit, dans l'Humanité par exemple, par des formulations inadéquates, en décalage avec d'autres.

Cette analyse pèse visiblement sur l'appel. D'autant plus que l'heure n'est pas à la manifestation de divergences qui risqueraient d'ajouter à la confusion générale. Ainsi, la dénonciation du capitalisme d'une manière générale, en bloc, manque sans doute de nuances ; l'insistance sur la volonté de paix des communistes en 1939-1940, si elle est opportune et justifiée, ne peut-elle pas apparaître à tort comme estompant les responsabilités profondes du nazisme ?

D'autres formulations, qui, aujourd'hui, peuvent paraître à première vue des erreurs grossières, doivent être appréciées, elles aussi, dans la réalité précise des circonstances pour les situer à leur juste niveau ; elles doivent faire l'objet d'un examen parfois très fin. Ainsi, « la réprobation de voir la France enchaînée au char de l'impérialisme britannique » voilait certes la distinction à faire, dès ce moment, avec l'impérialisme allemand. Mais, d'une part, n'avait-elle pas un fondement, après le rôle néfaste joué en 1938-1939 par l'impérialisme britannique, après son projet d'union asservissante en 1940, et après le bombardement de Mers-el-Kébir ? De Gaulle n'a-t-il pas été obligé par la suite de résister, parfois durement, aux pressions constantes des autorités britanniques dont les buts de guerre n'ont jamais été séparés d'intérêts impérialistes ?

D'autre part, il convient de remarquer que cette réprobation se présente dans le texte de M. Thorez et de J. Duclos comme un rappel du passé : « Le peuple de France... a su, sous les formes les plus diverses, montrer sa réprobation de voir la France enchaînée au char de l'impérialisme britannique et il saura signifier aussi à la bande actuelle au pouvoir sa volonté d'être libre ». La nuance ne saurait être négligée : elle est, au contraire, très significative de l'orientation générale qui guida le rédacteur.

Mettons donc chaque chose à sa place : les appréciations déformantes, les formulations discutables, inadéquates doivent,

elles aussi, être replacées dans l'ensemble du texte et situées dans toute la politique patriotique pratiquée par le PCF durant cette période. La ligne générale doit être dégagée et replacée dans la globalité de la pratique politique.

LE CONTENU FONDAMENTAL

1) *L'Appel répond aux interrogations pressantes des masses populaires*

Ces interrogations concernent les raisons de la situation créée et les responsabilités. L'Appel les dévoile.

« La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants subit la rançon de la défaite. Voilà où nous ont conduit les politiciens à la Daladier... soutenus par un Parlement de valets et de corrompus. » L'Appel insiste sur la « trahison des classes possédantes » en évoquant les « Bazaines de 1940 », Thiers et l'Assemblée de Versailles. Il dénonce « les gouvernants français qui n'ont pas voulu la paix, ne se sont pas préparés à la guerre et ont sciemment organisé la trahison ».

Pareillement, il met au pilori les affairistes les profiteurs de guerre, la « dictature des forbans » qu'il oppose à la misère sans nom des blessés, des malades, des chômeurs, et des victimes de la répression.

En parallèle, il invoque l'attitude des communistes qui « seuls... ont lutté contre la guerre » et que l'on a frappés parce que défenseurs du peuple, sous le prétexte d'avoir réclamé un débat sur la paix au Parlement.

L'Appel, par ses explications, révèle une de ses premières qualités : il reflète la situation concrète, la pensée populaire. Non pour la suivre, mais pour l'éclairer.

Il est né dans la souffrance du moment et l'exprime intensément, non à la manière de Pétain pour justifier les abdications, mais au contraire, pour en dévoiler les causes réelles, accuser les responsables, et appeler au refus.

Pour l'organisation et le développement futur de la Résistance, il fallait que ces choses soient dites, et seul, le Parti communiste pouvait le faire pleinement.

Les revendications proposées, les mots d'ordre revendicatifs formulés tendent à regrouper les travailleurs pour leur propre défense. Ils répondent aussi à une exigence politique du moment : démasquer la démagogie pétainiste et nazie, faire pièce aux illusions semées par les thèmes de la « Révolution nationale ».

La perspective avancée d'un « gouvernement de la renaissance française composé d'hommes courageux et honnêtes, de travailleurs manuels et intellectuels... », souligne qu'il n'y a rien à attendre d'un « gouvernement de honte », d'affairistes et de politiciens tarés. Elle s'inscrit dans la grande idée qui traverse le document : c'est dans le peuple que se trouvent les forces de rénovation et de libération.

2) *L'Appel indique où sont les forces nationales, l'espoir de la France*

Les élites ont trahi ; Pétain abdique. La France est isolée, en partie occupée. Beaucoup, comme l'antimunichois de l'Aude, Georges Hourdin, doutant de tout, estiment que le pays « était devenu définitivement une petite nation ».

Que faire donc ? Vers qui se tourner ?

L'Appel de M. Thorez et de J. Duclos réplique à ces attitudes, répond à ces questions ; il indique le sens d'une recherche, donne une perspective, dégage une nouvelle confiance. Cela était capital.

Il le fait par son existence même qui affirme que dans la tempête subsiste, comme un roc, une grande force politique, point de ralliement des courages dispersés. Dans les mois qui suivent, il sera une arme précieuse, matérielle et politique, pour le regroupement et le redressement du Parti, premier noyau nationalement organisé de la Résistance.

Il le fait par des phrases incisives : « C'est dans le peuple que réside les grands espoirs de libération nationale et sociale... C'est autour de la classe ouvrière ardente et généreuse... »

Il s'agit d'une appréciation fondamentale, d'une portée historique, qui plonge dans le passé et va au-delà des circonstances. Là encore, seul, le Parti communiste pouvait la saisir, non pas par une sorte de divination, ou en raison d'une « mission » à remplir, mais du fait de son enracinement dans les masses populaires, de la rigueur, même relative, de ses analyses et de la pratique politique invariablement nationale élaborée depuis une dizaine d'années sous la conduite de M. Thorez.

Avec les batailles antifascistes, le Front populaire, les luttes pour une « France forte, libre et heureuse », l'opposition à la trahison de Munich, la classe ouvrière s'élève aux responsabilités nationales, elle devient l'élément déterminant de la nation, le meilleur catalyseur des forces populaires et patriotiques. En 1940, c'est elle qui pouvait et devait, avec son parti d'avant-garde, relever le drapeau de l'indépendance nationale. L'appel du 10 juillet est la suite logique des propositions du 6 juin pour la défense de Paris. On sait que F. Mauriac fera, plus tard, le constat lucide du rôle national de la classe ouvrière.

Enfin le texte rappelle qu'il existe un pays, l'URSS, qui peut aider la France à reconquérir son indépendance. Il ouvre, dans ce domaine, l'espoir d'un appui international.

3) *Résistance dans le mot ou préparation réelle ?*

En juillet 1940, il ne pouvait être question, en France, de résistance au plein sens du terme. La résistance militaire était brisée ; la résistance politique devait prendre corps, d'abord en démasquant Pétain. Lorsqu'une grève ouvrière est complètement battue dans une entreprise, le syndicat liquidé, les militants révoqués et le syndicat patronal triomphant, il n'est plus question de grève, mais d'un log et difficile travail d'explications, de clarifications, voire d'organisation clandestine. C'était, sur le terrain national, la situation de juillet 1940.

De Gaulle, à Londres, le percevait bien, qui appelait au regroupement *en Grande-Bretagne et dans l'Empire*. « Nous sommes submergés par les forces ennemies... La France n'est pas seule ! Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique » (appel du 18 juin). « Je parle avant tout pour l'Afrique du Nord française » (appel du 19 juin). Le 26 du même mois, son mémorandum à Churchill préconise la formation d'un Comité national français pour organiser les résistances qui « se révéleraient dans l'Empire, et, *peut-être*, dans la métropole ».

Cette attitude de de Gaulle se comprend d'autant mieux que ses positions de classe ne l'amène pas à regarder vers le peuple.

Le texte du 10 juillet, rédigé à Paris, au cœur du drame, ne pouvait évidemment pas être un appel direct à la Résistance. Il était l'énoncé concret de sa préparation. *Il en définissait déjà les trois grandes composantes : l'indépendance nationale, l'action populaire, l'union de tous les patriotes.*

Certes, l'Appel part en quelque sorte de la situation matérielle des Français ; il détermine avec précision un certain nombre de revendications : le travail, l'aide aux démobilisés, aux victimes de la guerre, aux paysans qui ont perdu leur récolte, le rétablissement des libertés, le droit de parution de la presse démocratique...

Mais en quoi cela est-il contradictoire avec la lutte nationale ? La liaison entre ces deux objectifs de lutte n'est-elle pas, au contraire, une condition de sensibilisation et, ensuite, de mobilisation des masses ? Comment regrouper, non plus quelques personnes d'élite, mais de larges secteurs de l'opinion, les engager à une action immédiatement possible et encourageante à partir des plus petits faits sensibles, qui rendra confiance aux larges masses ? Que l'accent, à tort ou à raison, soit mis sur tel aspect ou tel autre, on peut en discuter. Cela ne change en rien au fond.

En juillet-août 1944, dans une situation et un rapport de forces complètement modifiés, *l'Humanité* clandestine, qui appelle à la préparation directe de l'insurrection, n'en néglige pas pour autant la lutte revendicative. Le numéro du 4 août 1944, en première page, titre : « La lutte pour le pain inséparable de la lutte pour la délivrance de la patrie ».

En vérité, en ce domaine, l'Appel reflète un solide réalisme et un grand sens politique ancrés dans les luttes sociales et politiques précédentes ; il exprime aussi une orientation profonde : faire confiance, et s'appuyer sur l'action du *peuple* français.

4) Une trame globale ; l'Union pour l'Indépendance nationale.

Le soubassement de l'Appel et de tous les fils qui s'en dégagent jusqu'aux mots d'ordre finaux s'articule autour des deux thèmes *de l'union et de l'indépendance nationale*, toujours liés à l'action populaire.

Ce n'est pas un hasard si la première phrase est pour dénoncer les responsables de la guerre, de la défaite et de l'occupation. Il est bien précisé par la suite qu'il s'agit « de l'occupation par l'armée allemande aux frais de la France ». Que de ce fait, « le peuple de France connaît l'humiliation de cette occupation et ne sent pas chez lui ».

Le ton n'est pas seulement à une constatation, mais à l'opposition : « la France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé... il faut que la France soit aux Français... La France veut vivre libre et indépendante... La France doit se relever en tant que grand pays avec son industrie et son agriculture... Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves... il n'y a de paix que dans l'indépendance des peuples... ».

Le fait qu'on trouve une douzaine de fois le mot indépendance dans l'Appel (« indépendance complète et réelle ») n'a-t-il pas une signification dans un pays occupé ? Et peut-on négliger l'invitation à la constitution d'une « Front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France », qui n'apparaît en aucun cas comme un mot d'ordre plaqué mais qui s'insère dans tout le texte ?

A moins que les mots ne perdent leur sens, il nous semble que tout cela est, globalement sans équivoque.

En fait, un souffle patriotique incontestable anime l'Appel. On y sent l'indignation et la colère vengeresse contre la trahison.

Ici, les auteurs assument les traditions patriotiques des jacobins, des communards, des antimunichois, d'un patriotisme populaire contre les fossoyeurs de la patrie et contre l'occupation étrangère.

L'Appel fonde en quelque sorte la revendication à la libération nationale avec celle de la libération sociale sous-tendant les réclamations immédiates au pain et à la liberté. Ce faisant, il ne réduit pas le patriotisme, il lui donne, au contraire, toute sa force – un patriotisme qui n'est pas inspiré par les seules circonstances, ou par les intérêts occasionnels d'une caste, d'une minorité, ou qui risque d'être un jour perturbé ou limité par eux, mais qui s'enracine et prend sa vigueur dans le peuple tout entier. En ce sens, comme en 1792, il est pleinement national. Et cela le différencie profondément de l'Appel de de Gaulle.

C'est à cette conception et à cette pratique de la lutte contre l'occupant et contre Vichy que se rallieront les résistants en 1944, avec l'adoption du Programme du CNR, où se fondent l'appel à la libération nationale et l'énoncé de mesures de libérations sociales. Ce sont les fondements d'une union large et durable qu'on trouve donc déjà dans l'Appel de juillet.

5) L'appel à l'action

Enfin, le texte n'est pas une proclamation généreuse vide de sens pratique. Il est un appel à l'action. Une action qui se discerne encore mal, dont les conditions devront mûrir pour être formulées avec précisions et qui aussi pourra devenir largement mobilisatrice ; une action dont les mots d'ordre évolueront sans cesse, jusqu'à celui de l'insurrection nationale, lorsque les conditions seront données. Pour l'heure, en juillet 1940, on conçoit que les mots d'ordre très généraux comme : « à bas le capitalisme générateur de misère et de guerre » en côtoient d'autres très immédiats et très précis comme celui de remettre la France au travail ou celui des Comités de solidarité et d'entraide, des comités de chômeurs, des comités d'entreprise. Et les communistes sont appelés à jouer leur rôle de défenseurs du peuple. Dans la misère générale, ils doivent être les initiateurs de la solidarité et de l'entraide, les animateurs d'actions, même élémentaires qui montreront aux masses que leur salut est entre leurs propres mains, dans l'action.

La politique, dit-on, est l'art du possible. Visant loin avec l'union et l'action de tous les Français, avec la libération de la France, l'Appel s'incruste dans le possible immédiat, s'accroche à tout ce qui va permettre de faire un pas en avant, de donner une nouvelle confiance, d'éclairer le chemin.

Nous trouvons ici un autre trait important de l'Appel, éminemment réaliste quant aux conditions objectives du moment : Il fait, en même temps, confiance au peuple. Sa confiance en l'avenir ne se place pas particulièrement dans une avant-garde de l'armée, dans une élite politique, dans une libération venant de l'extérieur et hypothéquant l'indépendance ultérieure ; elle se situe essentiellement dans la masse des Français eux-mêmes. Ce sont eux qu'il appelle à l'action, ce sont eux qui, dans les combats, doivent trouver les chemins de leur union ; ce sont eux qui donneront toute sa force à la résistance et permettront à la France de reconquérir toute sa

place dans le monde. En ce sens aussi, l'Appel est pleinement national, patriotique.

QUELQUES REFLEXIONS

L'examen du document du 10 juillet 1940, écrit à l'aube du mouvement complexe de la Résistance en plein sens du terme, appelle à réflexions : sur la Résistance elle-même, sur la place et le rôle du Parti communiste français ainsi que sur les possibilités de l'union du peuple de France et les chemins que prospecte aujourd'hui le mouvement populaire.

Il est significatif qu'en juin juillet 1940, deux conceptions se firent jour, non pas opposées mais distinctes, différentes.

De Gaulle, à Londres, en militaire issu d'un milieu de la bourgeoisie, ne conçoit la résistance que militaire, comme la simple poursuite de la guerre, et, en raison des circonstances, s'organisant à l'extérieur, comme force faisant bloc avec l'armée anglaise, éventuellement avec l'appui des forces qui pourraient surgir sur le sol national.

Le Parti communiste français, enraciné dans le peuple, envisage la résistance comme un mouvement populaire, de masse, essentiellement en France même, trouvant son dynamisme dans les initiatives de masses, dans l'action. Cette conception incluait nécessairement une lutte diversifiée, multiforme : Revendicative, politique, idéologique, militaire. Elle comportait nécessairement une politique d'union patriotique donnant au mouvement un contenu non fractionné, pleinement national. Cette politique s'inspirait du patriotisme populaire né avec 1789 ; seul un parti ancré dans les masses et ayant une pratique politique liée à leurs luttes pouvait la concevoir et la promouvoir.

L'expérience a apporté la vérification de ces idées : après un long cheminement, le sommet de la Résistance, l'insurrection nationale n'est possible que lorsque les masses les plus larges en acceptent l'idée, soutiennent les combattants armés, participent à la lutte par les sabotages, les grèves, les manifestations dans un combat unifié par des organisations comme celles formant le CNR.

Et c'est seulement ce combat qui a permis à la France de retrouver, en août 1944, son indépendance, malgré les projets américains.

Il nous semble à ce propos intéressant de noter que de Gaulle a été sensible aux réalités, qu'il n'est pas resté figé sur ses positions de départ et qu'il a su proclamer que la libération nationale était inséparable de l'insurrection nationale.

L'union de la Résistance a été extrêmement large, regroupant des couches sociales différentes, les familles politiques et idéologiques les plus diverses. Or, cette union s'est réalisée autour de l'intérêt national qui s'est révélé indissociable des besoins et des aspirations populaires (programme du CNR).

C'est ce développement qui était contenu dans la vision de l'Appel du 10 juillet ; on peut affirmer du reste qu'il s'agit d'une conception fondamentale dont la valeur ne s'est pas atténuée aujourd'hui.

Une autre réflexion peut porter sur la formation et le développement de la résistance dont on a, trop souvent, une vue statique, déformante.

De juin à octobre 1940, surgissent des éléments spontanés de résistance : refus de la capitulation, de l'occupation, haine de l'envahisseur, opposition au régime autocratique de Vichy,

constitution de petits groupes de propagande et d'action... Dans certaines régions, comme le Nord, l'Appel de de Gaulle n'est pas sans impact. Les communistes, dispersés, s'engagent dans la lutte sur tous les terrains, dans toute la France...

Il y a des résistants, il n'y a pas encore de Résistance. Il manque, pour la masse des Français susceptibles d'agir, les liaisons, la coordination, l'organisation à l'échelle de la nation. Il manque surtout, des perspectives et une plate-forme nationale d'union et d'action, une stratégie mobilisatrice.

Ce n'est que lentement, dans les drames et les épreuves, que se formera et se forgera le mouvement de la Résistance. On pourrait en situer les étapes depuis les premiers contacts entre communistes et « gaullistes » au début de 1941, la constitution du Front national pendant l'été de la même année, du CNR en 1943, l'élaboration de son programme en mai 1944, puis, parallèlement, à Londres et à Alger, la formation du Comité français de libération nationale, puis du gouvernement provisoire de la République française.

Cette longue gestation, ce mûrissement au fil des ans ne peut être isolé de la vision définitive qu'on peut avoir à partir de 1944. Ce mûrissement s'alimente dans le mouvement spontané de résistance qui se développe – par exemple avec l'opposition au STO. Mais il n'est possible que parce qu'il est fécondé, orienté, impulsé et structuré par les organismes dirigeants dont la propre conscience s'élève sans cesse dans l'expérience, dans les débats et les luttes politiques et idéologiques.

Dans cette évolution constructive, l'Appel du 10 juillet apparaît comme un élément précurseur qui apporte la conscience la plus vaste et la plus claire des problèmes, à l'échelle de la nation, des masses populaires.

Ainsi orienté, le Parti communiste français sera la première organisation nationale de résistance, nationale par son rayonnement sur tout le pays, nationale par le contenu de sa politique. Il pratiquera en effet une politique audacieuse d'union et de combat, marquée par ses initiatives comme l'appel à la constitution du Front national, la formation des FTP et ses mots d'ordre unificateurs comme « S'unir, s'armer, se battre ». Dans ce sens, il mènera une lutte permanente contre l'attentisme, reflet persistant d'une conception étriquée de la résistance. La presse du Parti, en particulier *l'Humanité* clandestine, dont la parution sera ininterrompue, jouera un rôle sans équivalent.

Avec le recul du temps qui permet de mieux saisir la globalité des problèmes et des événements, il ne nous semble pas présomptueux de dire que le Parti communiste français, porteur de grandes initiatives, s'il n'a pas été le seul mouvement de résistants – loin de nous cette idée – a été le noyau le plus ferme et le plus clairvoyant du grand combat pour la libération de la France.